

Fabienne Clérot*

LE TOURNANT DE L'ÉMERGENCE

En 2008, année des Jeux olympiques de Pékin, la Chine célébrait les 30 ans de sa « politique de réforme et d'ouverture », autrement dit ses « 30 glorieuses ». En trois décennies, le « pays du milieu » s'est radicalement transformé et la Chine a glissé de la périphérie au centre du monde, passant du statut d'Etat « révisionniste », en marge de la scène internationale, à celui de puissance courtisée, sans laquelle rien ne semble possible aujourd'hui.

La sortie de crise, plus rapide et plus forte que prévue, a encore renforcé la confiance chinoise. Consciente de ses succès et de ses forces, la Chine s'affirme. Aurait-elle abandonné le précepte de Deng Xiaoping du *taoguang yanghui*¹, « rester discret et faire profil bas » ? 2011 marque un véritable tournant dans la montée en puissance chinoise. Devenue la deuxième puissance économique mondiale, la Chine décide de changer de modèle de croissance face à l'impossibilité de poursuivre un développement à un rythme aussi soutenu que par le passé pour des raisons tant extérieures (difficultés à maintenir sur le long terme une croissance largement tirée par les exportations) qu'intérieures (nécessité de lutter contre les effets pervers et déstabilisants de la croissance accélérée : déséquilibres entre investissement et consommation, inégalités croissantes, pollution...).

Le mot d'ordre est désormais le « bien-être » de la population. Les objectifs de croissance chiffrés font place dans les discours à des critères plus qualitatifs, la croissance doit être « incluante », moins inégalitaire et plus durable. A un an de l'arrivée au pouvoir de la cinquième génération de leaders, non désignés par le « petit timonier », la Chine s'engage sur la voie d'une triple transition : économique, sociale et politique.

* Fabienne Clérot est chercheur à l'Institut des Relations Internationales et Stratégiques.

La politique du « bien-être social »

Déjà en 2010, en introduisant la session parlementaire annuelle, le Premier ministre Wen Jiabao avait prévenu que « l'année 2010 (serait) cruciale et complexe » et que le « développement économique et social doit accorder davantage d'attention aux pauvres et aux groupes défavorisés parce qu'ils constituent la majorité ». Un an plus tard, lors du bilan du XI^e plan quinquennal (celui des JO et de l'exposition universelle de Shanghai) et de la présentation du XII^e plan, les questions sociales dominent plus que jamais.

La multiplication des grèves et des revendications (en matière de salaires ou de justice sociale) qui ont émaillé l'année 2010 témoigne de la montée du mécontentement des 1341 millions de Chinois face à une Chine à deux vitesses. Inflation, inégalités et corruption alimentent les tensions et fissurent l'« harmonie » d'un « pays riche peuplé d'une majorité de pauvres »² (chômeurs, paysans ou citoyens expropriés, travailleurs pauvres, *mingongs*, minorités ethniques...).

Les dirigeants chinois ont donc présenté pour 2011-2015 un programme de réformes socio-économiques axé sur la préservation du « pouvoir d'achat » avec comme priorité la lutte contre l'inflation³. Face à une inflation déstabilisante pour l'« harmonie sociale », et particulièrement forte en matière d'immobilier et de prix alimentaires, il s'agit à la fois de recentrer et de rééquilibrer l'économie au profit de l'amélioration de la « qualité de vie ». Hausse des salaires, modernisation agricole⁴, urbanisation, réforme du système éducatif et de santé publique, construction de logements sociaux... autant de mesures qui visent à mieux partager le « gâteau » de la croissance, à assurer la stabilité et à garantir la légitimité du parti au pouvoir.

Un nouveau modèle de croissance

Passée en quelques années, du quatrième (en 2005), au troisième (en 2007), puis au deuxième rang (en 2010) des puissances économiques mondiales, la Chine, qui célébrera prochainement le dixième anniversaire de son adhésion à l'OMC, est pressentie pour détrôner les Etats-Unis au cours de la décennie 2020⁵, si elle réussit à faire face à ses nombreux défis structurels.

Ses dirigeants prônent désormais un « nouveau modèle de développement », un « développement scientifique ». Le XII^e plan quinquennal « pour le développement social et économique de la République Populaire de Chine » marque un tournant décisif en consacrant, à côté de l'économie, des chapitres entiers aux programmes sociaux et à l'environnement. La croissance n'est plus l'objectif absolu. Les

gouvernants chinois, s'ils fixent encore un seuil minimal (7 % sur 5 ans) n'en font plus l'alpha et l'oméga de leur politique. Le développement chinois fondé sur les exportations et les investissements étrangers devrait progressivement laisser la place à une croissance plus « durable » (économies d'énergie, augmentation de la part des énergies renouvelables, innovation, progression du ratio de la recherche et du développement dans le PIB, internationalisation des entreprises) et plus « incluyente » (développement du marché intérieur⁶ et rééquilibrages des disparités).

Une telle transition semble effectivement nécessaire mais elle est délicate à gérer. Les dirigeants chinois ont-ils les moyens (la volonté) d'enrayer la surchauffe de l'économie ? Une chose est sûre, compte tenu des augmentations salariales, de l'inflation et de la revalorisation inéluctable (même si elle sera contrôlée et progressive) de sa monnaie, la Chine ne sera plus dans quelques décennies, le pays « *low cost* » que l'on connaît aujourd'hui.

Une grande puissance ?

Si elle s'en défend encore parfois, la Chine, plus grand pays émergent, est désormais une « quasi superpuissance ». Toujours déroutante pour les observateurs étrangers, la Chine manie à la fois le « *hard* » et le « *soft* » *power*⁷. C'est une puissance paradoxale qui aligne les records et concilie les contraires : plus grand pollueur du monde et premier pourvoyeur d'énergies renouvelables, fabricant de contrefaçons et deuxième puissance scientifique mondiale⁸, entièrement tournée vers l'avenir et profondément attachée à son passé (souvenir des humiliations du XIX^e siècle, renouveau de la nostalgie maoïste...).

Incontournable sur les questions régionales et internationales (Corées, Iran), elle est à la fois critiquée pour sa politique monétaire (sous-évaluation du yuan) ou son non-respect des droits de l'homme (arrestations des dissidents, censure, peine de mort...) et de plus en plus courtisée (par la France qui préside le G20, par les pays européens surendettés, par certains pays du Sud...).

L'identité de la Chine est multiple, fluctuante, changeante. En quelques décennies, d'Etat révisionniste, la Chine est devenue une puissance de statu quo, de plus en plus intégrée dans la communauté internationale. Au fur et à mesure que la puissance chinoise se confirmait, le vocabulaire changeait. On est passé de l'« émergence⁹ pacifique » au « développement pacifique¹⁰ » en 2005, avec l'introduction d'un autre concept : la construction d'un monde harmonieux¹¹. En 2009, Hu Jintao définissait ses fameux cinq points : transformation profonde, monde harmonieux, développement commun, responsabilité partagée et engagement actif.

Alors que son développement rapide, sa stratégie de contournement et d'indépendance vis-à-vis de l'Occident, son appétit pour les ressources énergétiques et les matières premières inquiètent les « anciennes puissances » qui se voient contester leur suprématie et leurs prés carrés, la Chine essaie d'apaiser les craintes qu'elle inspire en se montrant favorable au multilatéralisme, en renforçant son intégration régionale et sa participation à la gouvernance mondiale. Ayant « retrouvé son rang »¹², la Chine est-elle prête à accepter les devoirs et les responsabilités que sa puissance lui confère ?

Quelle évolution politique ?

Si la Chine a profondément changé du fait des mutations économiques et de son ouverture internationale, la société a également été transformée au cours des dernières décennies sous les effets conjugués de l'urbanisation, de l'industrialisation et de la tertiarisation, du vieillissement de la population lié à la politique de l'enfant unique¹³. Une classe moyenne s'est progressivement constituée, des millionnaires et des milliardaires sont entrés dans le classement international des plus grandes fortunes. Après l'apparition de la société de consommation, on assiste désormais à l'émergence d'une opinion publique, de plus en plus active sur Internet.

Nouveaux médias, technologies de l'information, Internet transforment la société en profondeur. Plus grand pays en nombre d'internautes (450 millions), de blogs (plus de 200 millions) et d'utilisateurs de téléphones portables, la Chine, malgré la censure, est connectée au reste du monde et les Chinois se mobilisent autour des faits divers qui, hier, seraient peut-être passés inaperçus¹⁴.

Face à cette société civile émergente, le « consensus de Pékin », alliant réforme économique et fermeture politique, reste plus que jamais d'actualité. Oubliés les discours de Wen Jiabao sur la démocratie en 2010¹⁵, aujourd'hui la priorité est au resserrement politique, à la répression des voix discordantes. Liu Xiaobo, l'un des instigateurs de la Charte 08, prix Nobel de la paix 2010, condamné le jour de Noël 2009, est toujours emprisonné. Le 3 avril dernier, Ai Weiwei, artiste polémiste et contestataire, a été arrêté à l'aéroport de Pékin. Un éditorial du *Huanqiu Shibao* le présente comme un « franc-tireur de la société chinoise »¹⁶. Au nom de la cohésion sociale, le pouvoir a décidé de supprimer les « risques ».

La multiplication des révolutions dans les pays arabes a rendu le pouvoir chinois fébrile. Fébrile ou vigilant. Le budget de la sécurité atteint désormais des records (624 milliards de yuans, au-dessus du budget officiel de la défense, qui progresse lui-même de 12,7 %). Suite à un appel à des manifestations lancé fin février depuis l'étranger, et relayé par certains

médias sociaux en Chine, des forces policières ont été déployées dans une dizaine de villes chinoises.

Faut-il s'attendre à une « révolution du jasmin » à la chinoise ? Si de nombreux médias occidentaux ont rapidement dressé un parallèle (corruption, censure, restriction des libertés individuelles), les situations des pays arabes et de la Chine sont très différentes. Certes, les Chinois aspirent globalement à plus de liberté, d'ouverture, d'équité et de justice mais sont aussi très attachés à l'ordre car ils auraient trop à perdre. Plus qu'une révolution, ils attendent des réformes.

Quel genre de puissance sera la Chine ?

Comment la Chine doit-elle s'intégrer dans le monde ? Quelle est son identité ? Quels sont les objectifs, les valeurs, les principes qui doivent dicter sa stratégie extérieure ? Ces débats répondent tant à des facteurs internes (changement social) qu'externes (la pression incessante des puissances étrangères pour une plus grande prise de responsabilité chinoise). Ces questions agitent les sphères politico-intellectuelles chinoises, opposant nationalistes, réalistes, libéraux, néo-internationalistes¹⁷.

Les attentes vis-à-vis de la Chine semblent souvent dépasser ses capacités, ou, en tout cas, sa volonté de prise en charge des affaires du monde. Les gouvernants chinois mettent sans cesse en avant le principe de proportionnalité : la Chine doit faire ce qu'elle peut faire, pas plus, pas moins. Ses actions et ses engagements internationaux ne doivent pas contrevenir à sa souveraineté, à sa sécurité et à son développement. Toutes les prises de position chinoises peuvent se décrypter à travers cette grille de lecture, de la Conférence de Copenhague à l'abstention sur l'intervention militaire en Libye.

Plus sûre d'elle-même, la Chine s'affirme et défend ses intérêts. Les nationalistes, qui se sont retrouvés dans le best-seller *Unhappy China*, sont d'ailleurs favorables à une attitude plus offensive sur la scène internationale¹⁸.

*

Alors que la nouvelle génération de dirigeants est sur le point de prendre les rênes de l'Etat chinois, la bataille pour la succession est engagée. Si Xi Jinping est quasiment assuré de devenir le futur numéro un chinois, Li Keqiang, pressenti comme futur Premier ministre, sera peut-être finalement président de l'Assemblée Nationale Populaire. Au-delà des questions de personnes, c'est bien l'avenir de la Chine qui est en jeu.

Après toutes ses années de réformes économiques, la Chine semble bien

être arrivée à un tournant. Où va-t-elle ? Quel type de pays voudra-t-elle être ? La réponse à ces questions est essentielle pour la Chine et pour le monde.

Notes :

¹ « Cacher ses talents et rester dans l'obscurité ».

² Nicolas Baverez, *Le Point*, 24/02/2011.

³ Sujet d'autant plus sensible pour le pouvoir chinois qu'il a été dans le passé à l'origine de la révolte de TianAnMen.

⁴ L'attention portée au monde rural souligne d'ailleurs la fragilité du rapport population-ressources dans ce pays le plus peuplé du monde.

⁵ Prévisions 1ère économie en 2026.

⁶ La consommation intérieure ne représente aujourd'hui que 30 % du PIB chinois.

⁷ Cf. le film promotionnel projeté sur *Time square* à New York.

⁸ Au deuxième rang en nombre d'articles publiés dans les revues scientifiques internationales derrière les Etats-Unis et devant le Royaume-Uni.

⁹ *Jueqi*, littéralement : essor.

¹⁰ *zhongguo heping fazhan*.

¹¹ Cette notion d'harmonie a été si courante dans les discours des dirigeants chinois (et particulièrement de ceux de Hu Jintao), que pour certains internautes (ou cyberdissidents), elle est devenue synonyme de « censure ».

¹² 2^{ème} puissance économique, 3^{ème} voix au FMI...

¹³ Le pays compte 167 millions de plus de 60 ans, soit 12,5 % de la population.

¹⁴ L'affaire du prisonnier mort à la suite d'une partie de « cache- cache », le cas du fils de Li Gang, un fils de fonctionnaire gouvernemental qui avait tenté d'échapper à la justice, ou l'histoire de Deng Yujiao, une masseuse condamnée pour avoir tué un fonctionnaire qui l'avait violée...

¹⁵ Discours de Shenzhen, interviews dans Times et sur CNN.

¹⁶ Le 6 avril « La loi ne pliera pas pour un électron libre ».

¹⁷ Article de Zhu Liqun, *Chaillot Papers N°121*, septembre 2010.

¹⁸ Le courant nationaliste a le vent en poupe comme le montre notamment le renouveau du culte de l'Empereur jaune, père fondateur de la « race » han, figure légendaire et mythique de la civilisation chinoise. L'événement, retransmis en direct sur CCTV, célèbre l'unité de la diaspora et participe au rapprochement, à la réunification « rampante », avec Taiwan. Autre exemple de nationalisme, le nouveau musée national à Pékin, qui propose une vision patriotique et sélective de l'histoire chinoise.